

Coupe budgétaire : La douloureuse de 10 milliards sera pour les services publics et leurs bénéficiaires

ÉCRIT PAR LECOURRIERDEGUADELOUPE.COM / CÉLIA ALBÉRI

23 février 2024



Le gouvernement Attal est opaque, inefficace et piètre gestionnaire des affaires publiques. C'est la conclusion qui se dessine après l'annonce de la suppression de dix milliards d'euros de crédits dans le budget 2024.

« Comment peut-on, en deux/trois mois, changer de cap aussi subitement ? Cette coupe budgétaire est d'une très mauvaise tonalité. Elle est un mauvais signal lancé par le gouvernement qui a pourtant lui-même adopté ce budget fin 2023 à base de 49-3. Elle invite à se questionner, si ce n'est même à douter de la méthodologie budgétaire qui guide la majorité » s'interroge le député de la 4^e circonscription de Guadeloupe Elie Califer.



Le Député CALIFER dénonce la forte mobilisation du budget Outre-mer dans le nouveau plan d'austérité annoncé par le Gouvernement : pour la seule année 2024, nos territoires perdent plus de 78 millions d'euros...

Le 18 février 2024, sur un plateau télévisuel, le Ministre de l'Économie a fait savoir son souhait d'enclencher dans les délais les plus brefs un **plan d'austérité de 10 milliards d'euros**. Sans tarder et sans qu'aucun débat ne puisse se faire avec le Parlement, cette volonté a été entérinée cette nuit par l'adoption d'un décret portant annulation de crédits.

Regrettant dans un ton général les **grandes coupes budgétaires menées sur le service public lui-même et ses moyens**, le Député CALIFER a observé avec stupéfaction la **forte mobilisation qui a été faite du budget ultramarin** pour parvenir à ce nouvel objectif économique. Pour la seule année 2024, le décret paru cette nuit indique que **nos territoires doivent se résigner à perdre plus de 78 millions d'euros sur leur budget initial**.

Cette coupe budgétaire est d'une très mauvaise tonalité. Elle est un **mauvais signal lancé par le Gouvernement qui a pourtant lui-même adopté ce budget fin 2023 à base de 49-3**. Elle invite à se questionner, si ce n'est même à douter de la méthodologie budgétaire qui guide la majorité.

Comment peut-on, en deux/trois mois, changer de cap aussi subitement ?

Préoccupé par cette coupe budgétaire qui n'a pour l'heure pas dit toute sa vérité, le **Député CALIFER demande à Madame la Ministre des Outre-mer de bien vouloir préciser aux Ultramarins les secteurs que le Gouvernement entend réellement impacter**.

Contact Info

olivier.califer@assemblee-nationale.fr

SITE WEB

www.oliviercalifer.fr



Le décret publié au Journal officiel le 22 février est signé par le Premier ministre Gabriel Attal, le ministre de l'Économie Bruno Le Maire, et le ministre délégué aux comptes publics Thomas Cazenave. Il annule des montants alloués à 29 domaines variés, allant de l'écologie à l'enseignement supérieur, en passant par la justice, la défense, la cohésion des territoires, et l'aide publique au développement.

L'impact concret de ces coupes est totalement inconnu. Selon Bercy, cinq milliards d'économies sur les 10 seront réalisées sur certaines politiques précises (comme Ma Prime Rénov'), mais les 5 milliards restants doivent encore être trouvés par les ministères eux-mêmes, en fonction des chiffres du décret. Les ministères doivent préciser ces modalités sous une quinzaine de jours.

Cette incertitude sur les 5 milliards d'euros à trouver démontre le manque de transparence, d'anticipation et de concertation au sein même du gouvernement. La nécessité pour les ministères de préciser les modalités de ces coupes sous une quinzaine de jours fait craindre des décisions précipitées, sans évaluation approfondie des impacts sur les secteurs concernés. Ce qui pourrait entraîner des choix budgétaires non optimaux, qui affecteront des domaines sensibles ou prioritaires pour la vie quotidienne et le développement des territoires.

L'Outre-mer "doublement affecté"

Le ministère des Outre-mer qui disposait d'une enveloppe de 2,8 milliards de crédits pour l'année 2024, voit 78,8 millions disparaître, soit une baisse de 2,8 %.

Une baisse « *inadmissible* » pour le député guyanais Davy Rimane (Gauche démocrate et républicaine), par ailleurs président de la Délégation aux Outre-mer à l'Assemblée nationale : « *Ces annulations affectent doublement les Outre-mer*, dénonce-t-il dans un communiqué. *D'une part, ces territoires sont victimes des mesures concernant le régalien, et, d'autre part, de celles portant sur la mission Outre-mer.* »

Interrogés par Outre-mer 1^{ère}, les ministères de l'Intérieur et celui des Outre-mer n'ont donné aucune idée de l'impact précis de ces économies sur les différents dispositifs déployés en Outre-mer. Le média public cite le directeur de Ladom (L'Agence de l'Outre-mer pour la mobilité) Saïd Ahamada qui déclare ce jeudi 22 février que « *l'ambition reste à son niveau* », sans pour autant savoir dans quelle mesure l'agence qu'il dirige sera impactée par ces baisses. « *On fera en sorte qu'il n'y a pas d'impact sur les dispositifs qui sont les nôtres. On travaillera de manière encore plus efficace s'il le faut* » a-t-il soutenu.

Mais on voit mal comment l'agence va maintenir le même niveau d'ambition et de service en cas de réduction significative de ses ressources financières ? La principale préoccupation des bénéficiaires est de savoir si ces coupes affecteront directement l'aide qu'ils reçoivent pour leurs déplacements pour rentrer en vacances en juillet ou partir étudier en septembre. Sans garanties claires, les familles sont en alerte.

| Outre ces 10 milliards, de nouvelles coupes à prévoir

Dans le flou ambiant, une certitude : le gouvernement met la pression sur les services publics et les politiques sociales. Si des secteurs clés comme l'aide au logement ou l'aide publique au développement sont assurément touchés, l'incertitude sur la répartition des coupes restantes pourrait aussi accentuer la contrainte sur d'autres services publics, avec des conséquences sur les populations les plus vulnérables.

Comme ses pairs à gauche, Victorin Lurel, sénateur et ex-ministre des Outre-mer affiliés au groupe Socialiste, écologiste et républicain, critique vivement la politique du gouvernement qu'il accuse de persister dans une démarche visant à réduire les capacités financières de l'État et ne pas explorer des sources de revenus alternatives. « *Alors que les annonces de bénéfices records pour les banques, les assurances et les pétroliers s'accumulent ces dernières semaines, le gouvernement refuse encore de taxer les superprofits ou de revenir sur ses réformes fiscales en faveur des plus privilégiés* » reproche-t-il.



COMMUNIQUE DE PRESSE
Victorin LUREL, sénateur de la Guadeloupe

Paris, le 22 février 2024

***« Le Gouvernement amplifie sa cure austéritaire contre
les Outre-mer »***

Moins de deux mois après le vote d'un Budget manifestement insincère, le Gouvernement a publié ce matin en catastrophe un décret annulant 10 milliards d'euros de crédits dévolus aux politiques publiques.

Sans même vouloir passer par une loi de finances rectificative et par une volonté évidente de contourner le Parlement, le Gouvernement s'entête dans sa stratégie d'appauvrissement de l'État en refusant de chercher l'argent où il se trouve et en préférant opérer des coupes sèches sur l'ensemble des politiques publiques.

Parmi les ministères les plus touchés, celui des Outre-mer subit ainsi une purge de 78,8 millions d'euros dont près de 95% porteront exclusivement sur le quotidien des Ultramarins (programme budgétaire n°123 finançant la politique du logement, la continuité territoriale, l'aménagement du territoire ou encore le soutien aux collectivités). Une baisse pour ce programme de 5,9% en autorisations d'engagement et de plus de 8,1% en crédits de paiement par rapport à la loi de finances promulguée en décembre : c'est presque du jamais vu en cours d'exercice !

Pour les autres politiques publiques, le bilan est également cruel et à rebours de tous les engagements pris et des priorisations affichées par le Gouvernement au fil des crises :

- L'Ecologie et l'environnement perdent 2,1 milliards d'euros ;
- Le Logement et la cohésion des territoires perdent 737 millions d'euros dont 300 millions rien que sur les politiques d'accès au logement ;
- Les politiques en faveur de l'emploi perdent 1,1 milliard d'euros ;
- La Recherche et l'Enseignement supérieur perdent 904 millions d'euros ;
- L'Education nationale perd ainsi 691 millions d'euros ;
- L'Agriculture perd plus de 70 millions d'euros ;
- La Police et la Gendarmerie perdront 154 millions d'euros.

Alors que les annonces de bénéfices records pour les banques, les assurances et les pétroliers s'accumulent ces dernières semaines, le Gouvernement refuse encore de taxer les superprofits ou de revenir sur ses réformes fiscales en faveur des plus privilégiés.

Cette politique austéritaire de casse des services et des politiques publics fait le lit des prochaines crises et ne manquera pas d'alimenter légitimement des colères qui risquent d'ajouter à une terrible crise sociale, une profonde crise politique et démocratique.

Quels retards ou réductions seront pris dans la mise en œuvre des projets, affectant la vitesse à laquelle les territoires peuvent progresser vers leurs objectifs ? Les collectivités territoriales et autres entités locales qui

utilisent des fonds pour lancer ou soutenir leurs initiatives pourraient-elles se trouver en difficulté pour trouver les ressources nécessaires ?

La sénatrice de Saint-Barthélemy Micheline Jacques (Les Républicains) s'inquiète du fait « *que les Ultramarins ne vont pas comprendre que l'on puisse ponctionner sur le budget des Outre-mer* », alors qu'ils accumulent les crises économiques, sociales, sécuritaires, environnementales. Son collègue guadeloupéen Victorin Lurel prédit que « *cette politique austéritaire de casse des services et politiques publics fait le lit des prochaines crises et ne manquera pas d'alimenter légitimement des colères qui risquent d'ajouter à une terrible crise sociale, une profonde crise politique et démocratique.* »

Cette réduction des dépenses publiques, est justifiée selon le ministre de l'Économie Bruno Le Maire, par la nécessité de ramener le déficit public à 4,4% du produit intérieur brut (PIB) en 2024, face à une prévision de croissance abaissée à 1%, contre 1,4% auparavant.

Comme déjà constaté en 2022 et répété lors de la présentation du budget en 2023, le gouvernement avait adopté une estimation de croissance du PIB jugée optimiste par rapport à l'avis général des économistes. Cette tendance se réitère en 2024, avec l'OCDE révisant à la baisse sa prévision de croissance pour la France à 0,6%. Quant à la Banque de France, son anticipation d'une croissance de 0,9% s'avérerait également plus positive que le consensus des économistes consultés par Bloomberg, qui tablait sur une croissance de 0,7% en octobre 2023.

Une erreur ne devient pas moins fausse quand elle se répète... Outre ces 10 milliards, de nouvelles coupes budgétaires pourraient intervenir. Le gouvernement n'a pas exclu un projet de loi de finances rectificative à l'été, et déjà prévenu de la nécessité de trouver au moins 12 milliards d'euros d'économies supplémentaires en 2025.

